

**Chambre des représentants
de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

4 MARS 1999

PROJET DE LOI

**relatif à l'éventuelle cession par la
Société fédérale de Participations de
ses actions de l'Office central
de Crédit hypothécaire**

RAPPORT

**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DU BUDGET (1)**

**PAR
M. Lucien SUYKENS**

(1) Composition de la commission :
Président : M. Didden (M.).

A. — Titulaires	B. — Suppléants
C.V.P. MM Didden, Leterme, Pieters, Mme Van Haesendonck.	M. Ansoms, Mme D'Hondt, MM. Eyskens, De Crem, Vanpoucke.
P.S. MM. Demotte, Dufour, Moriau.	MM. Canon, Delizée, Henry, Meureau.
V.L.D. MM. Daems, De Grauwe, Desimpel.	MM. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.
S.P. MM. Schoeters, Suykens.	MM. Mahassine, Schellens, Van Gheluwe.
P.R.L.- Mme Cornet, M. Reynders. F.D.F.	MM. de Donnée, Maingain, Michel.
P.S.C. M. Arens.	MM. Fournaux, Gehlen.
VI. M. Huysentruyt. Blok Agalev/M. Tavernier. Ecolo	Mme Colen, M. Van den Eynde. MM. Detienne, Viseur.

C. — Membre sans voix délibérative

V.U. M. Olaerts.

Voir:

- 1748 - 97 / 98 :

— N° 4 : Projet amendé par le Sénat.

— N° 5 : Amendements.

Voir aussi :

— N° 7 : Texte adopté par la commission.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

**Belgische Kamer
van volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

4 MAART 1999

WETSONTWERP

**betreffende de mogelijke overdracht
door de Federale
Participatiemaatschappij van haar
aandelen van het Centraal Bureau
voor Hypothecair Krediet**

VERSLAG

**NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING (1)**

**UITGEBRACHT DOOR
DE HEER Lucien SUYKENS**

(1) Samenstelling van de commissie :
Voorzitter : de heer Didden (M.).

A. — Vaste leden	B. — Plaatsvervangers
C.V.P. HH. Didden, Leterme, Pieters, Mevr. Van Haesendonck.	H. Ansoms, Mevr. D'Hondt, HH. Eyskens, De Crem, Vanpoucke.
P.S. HH. Demotte, Dufour, Moriau.	HH. Canon, Delizée, Henry, Meureau.
V.L.D. HH. Daems, De Grauwe, Desimpel.	HH. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.
S.P. HH. Schoeters, Suykens.	HH. Mahassine Schellens, Van Gheluwe.
P.R.L.- Mevr. Cornet, H. Reynders. F.D.F.	HH. de Donnée, Maingain, Michel.
P.S.C. H. Arens.	HH. Fournaux, Gehlen.
VI. H. Huysentruyt. Blok Agalev/H. Tavernier. Ecolo	Mevr. Colen, H. Van den Eynde. HH. Detienne, Viseur.

C. — Niet-stemgerechtigd lid

V.U. H. Olaerts.

Zie:

- 1748 - 97 / 98 :

— N° 4 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat.

— N° 5 : Amendementen.

Zie ook :

— N° 7 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi, amendé par le Sénat, au cours de ses réunions des 23 et 24 février 1999.

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DES FINANCES

Le ministre fait observer que le Sénat a modifié le projet sur un point seulement. Aux termes de l'article 5, § 2, amendé, les pouvoirs accordés au Roi par l'article 4 expireront le 31 décembre 1999 au lieu du 31 mars 1999. Cette solution paraissait judicieuse à l'époque de la discussion en commission du Sénat (en janvier 1999). Il s'avère toutefois aujourd'hui que ce délai n'est pas suffisant pour permettre de mener à bien les négociations qui sont actuellement en cours pour la cession éventuelle de l'Office central de crédit hypothécaire (OCCH).

Le ministre annonce dès lors que deux nouveaux amendements (n°s 1 et 2 - Doc. n° 1748/5) seront présentés aux articles 2 et 4 du projet de loi.

La chute des taux d'intérêt à long terme que l'on a pu observer ces derniers mois pose en effet des problèmes en ce qui concerne les prêts que l'OCCH a consentis par le passé. Nombre d'emprunteurs se montrent en effet disposés à payer l'indemnité contractuelle de remploi afin de pouvoir rembourser anticipativement leur ancien prêt pour le remplacer par un nouveau (au taux actuel). Ils mettent dès lors les prêteurs (l'OCCH comme les autres organismes financiers) sous pression pour obtenir la révision à la baisse du taux d'intérêt contractuel.

Pour l'OCCH, qui a, à son tour, conclu des contrats à long terme sans possibilité de révision du taux d'intérêt pour financer ces prêts, ces anciens prêts sont de ce fait devenus déficitaires (solde négatif d'environ 0,60%). Cet élément supplémentaire du passif entrave la cession de l'OCCH souhaitée par le gouvernement.

Le ministre souligne que l'organisme financier en question dispose en outre d'un «nouveau» portefeuille de prêts qui lui procure des bénéfices. L'OCCH détient d'ailleurs une part de marché de 6% en ce qui concerne les prêts hypothécaires, ce qui n'est pas négligeable pour des candidats entrepreneurs.

Les deux amendements présentés par le gouvernement ont pour objet de donner au gouvernement une marge de négociation aussi large que possible en ménageant la possibilité non seulement de procéder à une augmentation de capital (conditionnelle), mais aussi de scinder l'OCCH en des unités rentables et des unités déficitaires.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit door de Senaat geamendeerde wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 23 en 24 februari 1999.

I. INLEIDING VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

De minister geeft aan dat de Senaat het ontwerp slechts op één punt heeft gewijzigd. Luidens het geamendeerde artikel 5, § 2, zullen de in artikel 4 aan de Koning opgedragen bevoegdheden vervallen op 31 december 1999 i.p.v. op 31 maart 1999. Ten tijde van de bespreking in de Senaatscommissie (in januari 1999) leek dit een goede oplossing. Thans blijkt echter dat dit onvoldoende is om een goede afloop van de aan de gang zijnde onderhandelingen over een mogelijke overdracht van het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet (CBHK) mogelijk te maken.

De minister kondigt dan ook de indiening aan van twee nieuwe amendementen (nrs. 1 en 2 - Stuk nr. 1748/5) op de artikelen 2 en 4 van het wetsontwerp.

De tijdens de voorbije maanden opgetreden forse daling van de rentevoeten op lange termijn schept immers problemen voor de leningen die het CBHK in het verleden heeft afgesloten. Vele leningnemers tonen zich immers graag bereid de contractueel bepaalde wederbeleggingsvergoeding te betalen om hun oude lening vervroegd terug te betalen en ze vervolgens door een nieuwe (tegen de huidige rentevoet) te vervangen. Zij zetten zodoende de leninggevers (het CBHK zowel als de andere financiële instellingen) onder druk om de contractuele rentevoet naar beneden te herzien.

Voor het CBHK, dat op zijn beurt, voor de financiering van deze leningen contracten op lange termijn zonder mogelijkheid tot herziening van de rentevoet heeft afgesloten, zijn deze oude leningen daardoor thans verlieslatend (een negatief resultaat van ongeveer 0,60%). Dit bijkomend element van het passief bemoeilijkt de door de regering gewenste overdracht van het CBHK.

De minister beklemtoont dat de betrokken financiële instelling daarnaast een «nieuwe» leningportefeuille bezit die wel degelijk winst oplevert. Het CBHK heeft trouwens een marktaandeel van 6 procent voor wat hypothecaire leningen betreft, wat voor potentiële overnemers niet onbelangrijk is.

De beide door de regering ingediende amendementen strekken ertoe de onderhandelingsruimte voor de regering zo breed mogelijk te maken, waarbij zowel een (voorwaardelijke) kapitaalsverhoging als een opsplitsing van het CBHK in winstgevende en verlieslatende eenheden tot de mogelijkheden behoren.

II. DISCUSSION

M. Olaerts demande si les mesures que le Roi pourrait prendre sur la base de l'article 4 amendé par le gouvernement pourraient également avoir des conséquences pour les clients de l'OCCH (les emprunteurs). Il est impensable que seul l'OCCH se voie imposer légalement un régime dérogatoire en matière d'indemnités de remploi en cas de remboursement anticipé du prêt.

Le ministre précise que le projet n'intervient pas dans la relation entre l'institution financière et ses clients. Etant donné qu'une indemnité de remploi représentant trois mois d'intérêts peut actuellement être récupérée par le client en moins d'un an (eu égard à la différence qui existe entre le taux d'intérêt contractuel et celui qui est actuellement pratiqué sur le marché), il est logique que nombre d'anciens prêts soient remplacés par des nouveaux prêts, ainsi qu'en atteste d'ailleurs l'accroissement du produit des droits d'enregistrement (dus lors d'une telle opération) au cours de l'année dernière.

M. Olaerts demande comment le gouvernement entend compenser cette perte.

Le ministre précise que le portefeuille de l'OCCH peut présenter un certain attrait pour les institutions financières qui ne sont pas encore présentes sur le marché belge. Le fait qu'une partie du portefeuille de cette institution est déficitaire constituera toutefois un élément négatif lors des négociations relatives à une cession éventuelle. On cherche un moyen de remplacer les prêts à long terme à taux fixe contractés par l'OCCH en vue de financer ses anciens prêts par des prêts à court terme. La solution pourrait consister à dissocier l'ancien passif (qui entraîne des pertes), auquel s'applique la garantie de l'Etat.

M. Tavernier fait observer que le projet de loi initial pouvait déjà être considéré comme une «demi-carte blanche» au gouvernement, ainsi qu'il ressort de l'article 6, aux termes duquel le ministre des Finances fait rapport à la Chambre des représentants. À l'époque, l'objectif était toutefois clair: le gouvernement voulait vendre l'OCCH et demandait à cet effet l'autorisation du Parlement.

Les nouveaux amendements du gouvernement ont toutefois une portée beaucoup plus large: le gouvernement peut vendre l'OCCH, le scinder, augmenter son capital, fixer les règles relatives aux cessions de créances, valeurs mobilières et droits négociables ou relatives aux apports ou cessions d'actifs, de passifs ou de branches d'activité, créer des sociétés nouvelles, émettre de nouveaux types d'actions, etc.

II. BESPREKING

De heer Olaerts vraagt of de eventuele, door de Koning op grond van het door de regering geamendeerde artikel 4 te treffen maatregelen ook voor de cliënten van het CBHK (de leningnemers) gevolgen kunnen hebben. Het is toch niet denkbaar dat enkel en alleen voor het CBHK een afwijkende regeling inzake wederbeleggingsvergoeding bij vervroegde terugbetaling van de lening, bij wet zou worden opgelegd?

De minister verduidelijkt dat het ontwerp niet ingrijpt in de relatie tussen de financiële instelling en haar cliënten. Gelet op het feit dat een wederbeleggingsvergoeding van drie maanden intrest thans in minder dan één jaar door de cliënt kan worden terugverdiend (op grond van het verschil tussen de contactuele en de thans op de markt geldende rentevoet) is het logisch dat vele oude leningen door nieuwe worden vervangen. Dit blijkt overigens uit de toename van de opbrengst van de (bij dergelijke operatie verschuldigde) registratierechten tijdens het voorbije jaar.

De heer Olaerts vraagt hoe de regering dit verlies wil opvangen.

De minister geeft aan dat de portefeuille van het CBHK aantrekkelijk kan zijn voor financiële instellingen die nog niet aanwezig zijn op de Belgische markt. Het feit dat de instelling op een gedeelte van haar portefeuille verlies boekt is echter een negatief element bij de onderhandelingen over een mogelijke overdracht. Er wordt naar een mogelijkheid gezocht om de door het CBHK, voor de financiering van haar oude leningen gesloten langlopende leningen tegen vaste rentevoet te vervangen door leningen op korte termijn. Een afsplitsing van het oude (verlieslatende) passief, waarvoor de staatswaarborg geldt, zou een oplossing kunnen zijn.

De heer Tavernier geeft aan dat het initiële wetsontwerp reeds als een «halve volmacht» voor de regering kon worden beschouwd. Dit blijkt trouwens uit de tekst van artikel 6, luidens welke de minister van Financiën verslag uitbrengt bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Toen was de bedoeling echter duidelijk: de regering wou het CBHK verkopen en vroeg daarvoor toestemming aan het Parlement.

De nieuwe regeringsamendementen daarentegen hebben een veel ruimere draagwijdte: de regering mag het CBHK verkopen, zijn kapitaal verhogen, de instelling splitsen, de regels vastleggen i.v.m. overdrachten van schuldvorderingen, roerende waarden en verhandelbare rechten of i.v.m. de inbreng of overdracht van activa, passiva of bedrijfstakken, zij kan nieuwe vennootschappen oprichten, nieuwe soorten aandelen uitgeven ...enz.

M. Tavernier ne peut souscrire à de tels «super» pouvoirs spéciaux. Le gouvernement doit d'abord préciser clairement ses intentions en ce qui concerne l'OCCH et traduire ensuite ses intentions dans un projet de loi qu'il soumettra à l'approbation du Parlement. Comme lors de précédentes lois de pouvoirs spéciaux, cette opération devra en effet être confirmée ultérieurement par une loi. Le membre présente dès lors un amendement (n° 3, Doc. n° 1748/5) en ce sens à l'article 6 du projet de loi à l'examen.

Le ministre renvoie aux articles 98, 99 et 100 de la loi du 22 juillet 1993 portant des dispositions fiscales et financières, qui contiennent des dispositions similaires concernant le transfert des participations dans la Société nationale de Crédit à l'Industrie, l'Office central de Crédit hypothécaire, la Société nationale d'investissement et la Caisse générale d'Épargne et de Retraite.

C'est précisément à cause des pertes précitées qu'il n'est plus possible actuellement de vendre l'OCCH sans autre forme de procès. Le gouvernement demande, comme en 1993, de pouvoir disposer de possibilités étendues afin de pouvoir aboutir au meilleur résultat possible dans l'intérêt du Trésor et du personnel de l'OCCH.

M. Daems infère de la justification de l'amendement du gouvernement que celui-ci veut privatiser les activités rentables de l'OCCH et mettre à la charge des pouvoirs publics les «anciens» emprunts déficitaires. L'intervenant estime qu'il faut céder l'institution financière dans son ensemble. Et ce, même si, en raison précisément des éléments négatifs du portefeuille de crédits, l'État doit payer un certain montant au repreneur au lieu de percevoir un montant pour la reprise. L'intervenant estime que la reprise des crédits déficitaires par l'État serait du reste contraire au principe de l'annualité du budget, étant donné que les engagements qui en découleraient obérraient les budgets ultérieurs. Une telle reprise doit en tout cas être réglée par une loi et pas par un arrêté royal.

Etant donné que les problèmes de l'OCCH sont dus au *mismatching* (mauvaise mise en concordance de l'actif et du passif), les responsables doivent être sanctionnés. L'ont-ils été?

Le ministre précise que la direction actuelle de l'OCCH (en place depuis 1995) a fait de l'excellent travail. La part de marché actuelle de l'OCCH en matière de prêts hypothécaires (6%) l'atteste. Depuis que cette direction a pris les rênes de l'Office, celui-ci n'a plus enregistré de pertes réelles. Les problèmes actuels sont dus à un facteur exogène, à savoir la chute des taux d'intérêt.

De heer Tavernier kan met dergelijke «super» volmacht niet instemmen. De regering moet eerst duidelijk zeggen wat ze met het CBHK van plan is en dit plan vervolgens in de vorm van een wetsontwerp aan het Parlement ter goedkeuring voorleggen. Deze operatie moet immers, zoals bij vorige volmachten het geval was, achteraf bij wet worden bekrachtigd. Het lid dient dan ook een amendement (nr. 3 - Stuk nr. 1748/5) in die zin in op artikel 6 van het wetsontwerp.

De minister verwijst naar de artikelen 98, 99 en 100 van de wet van 22 juli 1993 houdende fiscale en financiële bepalingen, waarin met betrekking tot de overdracht van deelnemingen in de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet, de Nationale Investeringsmaatschappij en de Algemene Spaar- en Lijfrentekas gelijkaardige bepalingen zijn opgenomen.

Precies omwille van de hogergenoemde verliezen is het thans niet mogelijk het CBHK zomaar te verkopen. De regering vraagt dat ze, net zoals in 1993, over ruime mogelijkheden zou beschikken om, in het belang van de Schatkist en van de personeelsleden van het CBHK, een zo gunstig mogelijk resultaat te bereiken.

De heer Daems leidt uit de verantwoording van de regeringsamendementen af dat de regering de winstgevendende activiteiten van het CBHK wil privatiseren en de verlieslatende «oude» leningen ten laste wil leggen van de overheid. Volgens hem moet de financiële instelling in haar geheel worden overgedragen. Desnoods moet de Staat precies wegens de negatieve elementen in de leningsportefeuille zelfs een prijs betalen aan de overnemer i.p.v. er één te ontvangen. Volgens hem zou een overname van de verlieslatende leningen door de Staat overigens strijdig zijn met het principe van de eenjarigheid van de begroting, aangezien de daaruit voortvloeiende verbintenis de begrotingen van de komende jaren zou bezwaren. Dergelijke overname moet hoe dan ook bij wet gebeuren en niet bij koninklijk besluit !

Aangezien de problemen van het CBHK veroorzaakt werden door *mismatching* (een verkeerde onderlinge afstemming van de activa en de passiva) moeten diegenen die daarvoor verantwoordelijk zijn worden gestraft. Is dit intussen reeds gebeurd ?

De minister geeft aan dat de huidige directie van het CBHK (die sinds 1995 aan het roer van de instelling staat) zeer goed werk heeft geleverd. Het huidige marktaandeel inzake hypothecaire leningen (6 procent) bewijst dit. Sinds haar aantreden worden geen reële verliezen meer geboekt. De huidige problemen zijn het gevolg van een exogeen element, namelijk de forse daling van de rentevoeten.

Dans les circonstances actuelles, personne n'est intéressé par le rachat de l'OCCH. Il est en effet impossible de déterminer le montant précis des pertes que subira l'OCCH à cause de cette baisse des taux. Cela dépendra en effet du nombre de clients qui ou bien demanderont une révision de leur contrat d'emprunt ou bien voudront procéder au remboursement anticipé de leur emprunt. Ces pertes seront également influencées par l'évolution future des taux d'intérêt et des conditions de la conversion des crédits à long terme en crédits à court terme.

Si l'on ne parvient pas à trouver d'acheteur, l'Etat supportera les pertes - par le jeu de la garantie qu'il a accordée par le passé -, les efforts accomplis par la nouvelle direction au cours des trois dernières années auront été vains et le personnel se retrouvera sur le pavé. Le gouvernement entend éviter qu'on en arrive là, en prévoyant par exemple la possibilité d'une vente avec refinancement du passif par l'Etat, l'augmentation de capital étant ou non remboursée ultérieurement par le repreneur en fonction des résultats de l'entreprise. Le candidat repreneur pourrait de la sorte être séduit par la position intéressante qu'occupe l'OCCH sur le marché et aurait en outre la garantie que les risques liés aux anciens emprunts seraient partagés.

M. Desimpel fait observer que, dans pareil cas, une entreprise privée serait vendue immédiatement. Il demande que le ministre soumette l'OCCH à un audit externe dans les meilleurs délais, afin de faire déterminer la valeur des fonds propres. Comment le gouvernement pourrait-il en effet négocier une éventuelle vente de l'établissement, s'il en ignore la valeur réelle? L'OCCH est-il d'ailleurs encore solvable actuellement?

M. Olaerts n'est pas favorable à une scission, à moins qu'elle apporte une plus-value sur le plan technique ou pratique. L'OCCH doit être vendu globalement. Le gouvernement envisage-t-il d'accorder à un éventuel repreneur certaines dérogations aux règles du droit comptable?

Le ministre répond par la négative.

M. Tavernier n'a pas d'objection à ce qu'il soit procédé à une augmentation de capital permettant de renflouer les fonds propres (probablement négatifs) et dès lors de vendre l'établissement. Les amendements du gouvernement vont toutefois bien au-delà d'une telle mesure!

L'intervenant reste fermement opposé à une éventuelle scission de l'OCCH en une partie bénéficiaire et une partie déficitaire. Le dossier doit être traité dans son ensemble. Tout comme *M. Desimpel*, il considère que le gouvernement doit clôturer ce dossier dans les plus brefs délais.

In de huidige omstandigheden is niemand bereid om het CBHK over te nemen. De preciese omvang van het verlies dat de instelling daardoor zal lijden kan immers niet worden bepaald. Dit hangt immers af van het aantal cliënten dat hetzij om een herziening van hun leningscontract zal vragen, hetzij de lening vervroegd zal willen terugbetalen. Ook de verdere evolutie van de rentevoeten en van de voorwaarden voor de omzetting van langlopende in kortlopende kredieten hierbij een rol speelt.

Als er geen koper kan worden gevonden zal de Staat - via de in het verleden verleende staatswaarborg - voor het verlies opdraaien, zullen de tijdens de voorbije drie jaar door de nieuwe leiding van de instelling gedane inspanningen voor niets zijn geweest en staat het personeel op straat. De regering wil zulks vermijden via, bijvoorbeeld, een verkoop met herfinanciering door de Staat van het passief, waarbij de kapitaalsverhoging later door de overnemer in functie van de resultaten van de onderneming al dan niet zou worden terugbetaald. De koper zou op die manier aangetrokken kunnen worden door de interessant marktpositie en tevens de waarborg krijgen dat het aan de oude leningen verbonden risico slechts een gedeeld risico is.

De heer Desimpel geeft aan dat een private onderneming in dergelijk geval onmiddellijk zou worden verkocht. Hij dringt erop aan dat de minister zo vlug mogelijk een externe audit van het CBHK zou doen verrichten teneinde de waarde van het eigen vermogen te doen bepalen. Hoe kan de regering immers onderhandelen over een mogelijke verkoop van de instelling, wanneer zij zelf geen idee heeft van de reële waarde ervan? Is het CBHK trouwens thans nog solvabel?

De heer Olaerts is geen voorstander van een opsplitsing, tenzij deze praktisch en technisch meerwaarden heeft. Het CBHK moet in zijn geheel worden verkocht. Is de regering van plan om aan een eventuele overnemer afwijkingen toe te staan van de regels van het boekhoudrecht?

De minister antwoordt ontkennend.

De heer Tavernier is niet gekant tegen een kapitaalsverhoging die het (wellicht negatieve) eigen vermogen positief maakt en daardoor een verkoop van de instelling mogelijk maakt. De voorliggende tekst van de regeringsamendementen gaat echter veel verder!

De spreker blijft fel gekant tegen een eventuele opsplitsing van het CBHK in een winstgevend en een verlieslatend gedeelte. Het dossier moet als één geheel worden behandeld. Hij is het met de heer *Desimpel* eens dat de regering deze zaak zo snel mogelijk moet afronden.

Le ministre répète que si les amendements présentés ne sont pas adoptés, les tentatives de cession échoueront et la situation de l'OCCH continuera à se détériorer. Un audit a déjà été réalisé. Les experts sont arrivés à la conclusion que la valeur de l'institution en question varie fortement d'un candidat acquéreur à l'autre. Tout dépend en effet de la part de marché qu'un éventuel candidat repreneur détient déjà sur le marché belge ou européen des prêts hypothécaires.

La titrisation du portefeuille de prêts (une autre solution possible) s'est avérée irréalisable, du fait que le portefeuille actuel n'est pas assez homogène.

Le ministre insiste pour que les deux amendements du gouvernement soient adoptés, sans quoi il ne lui semble pas possible de résoudre le problème.

M. Schoeters n'est pas convaincu par l'argumentation du ministre. Une telle opération ne nécessite pas de large délégation de pouvoirs par le parlement. Elle doit cependant être confirmée ultérieurement par une loi.

M. Didden ne partage pas ce point de vue. Ce qui a été possible à l'époque pour la cession des actions de BELGACOM qui étaient aux mains des pouvoirs publics doit l'être aujourd'hui pour l'OCCH.

Le ministre fait observer que lors de négociations éventuelles, tout élément d'incertitude sera inévitablement jeté dans la balance. Le candidat acquéreur ne sera pas disposé à patienter des mois en attendant que le parlement ait confirmé la transaction. Les élections législatives du mois de juin prochain risquent d'ailleurs d'allonger considérablement l'éventuelle «période d'attente».

La technique proposée dans les amendements du gouvernement a, comme il a déjà été précisé, déjà été utilisée par le passé, sans jamais donner lieu à aucun abus. Le gouvernement doit, au besoin, pouvoir diversifier son offre pour convaincre un candidat acquéreur.

Il répond à *M. Desimpel* que l'OCCH est actuellement parfaitement solvable.

M. Tavernier demande si le ministre envisage déjà une solution bien précise. Il estime que si c'est le cas, celle-ci doit être détaillée dans le texte proposé. Dans le cas contraire se pose la question de savoir si le gouvernement pourra encore prendre une telle décision dans le cadre des affaires courantes. Ne convient-il pas de demander l'avis du Conseil d'Etat sur ces amendements du gouvernement?

Y a-t-il d'ailleurs encore quelque chose que le gouvernement ne puisse pas faire, étant donné la portée de son premier amendement?

De minister herhaalt dat zonder de voorgestelde amendering de pogingen tot overdracht op niets zullen uitlopen en de toestand van het CBHK almaar slechter zal worden. Er werd reeds een audit verricht. De experts kwamen tot de conclusie dat de waarde van de betrokken instelling voor een mogelijke koper sterk varieert. Alles hangt immers af van het markt-aandeel dat een eventuele kandidaat-ovenemer nu reeds bezit op de Belgische of de Europese markt van hypotheekleningen.

Een effectisering van de leningportefeuille (een andere mogelijke oplossing) bleek niet haalbaar omdat de huidige portefeuille niet homogeen genoeg is.

De minister pleit voor de aanneming van de beide regeringsamendementen zonder welke een oplossing van het probleem hem niet mogelijk lijkt.

De heer Schoeters is niet overtuigd door het betoog van de minister. Dergelijke operatie vergt geen ruime volmachten vanwege het Parlement. Zij moet wel achteraf bij wet worden bekrachtigd.

De heer Didden is het daar niet mee eens. Wat in het verleden kon voor de overdracht van de overheids-aandelen in BELGACOM moet nu ook kunnen voor het CBHK.

De minister geeft aan dat bij eventuele onderhandelingen elk element van onzekerheid onvermijdelijk in rekening zal worden gebracht. Een kandidaat-koper zal geen maanden willen wachten tot het Parlement de overeenkomst heeft bekrachtigd. De parlementverkiezingen van juni e.k. dreigen trouwens de eventuele «wachterperiode» extra lang te maken.

De in de regeringsamendementen voorgestelde techniek werd, zoals gezegd, in het verleden reeds aangewend, zonder dat daar ooit misbruik van werd gemaakt. De regering moet, indien nodig, haar aanbod kunnen diversifiëren teneinde een kandidaat-koper over de brug te krijgen.

Aan de heer Desimpel antwoordt hij dat het CBHK thans wel degelijk solvabel is.

De heer Tavernier vraagt of de minister reeds een welbepaalde oplossing op het oog heeft. In dergelijk geval moet zij in de voorgestelde tekst nader worden bepaald. Indien zulks echter niet het geval is stelt zich de vraag of de regering straks in het kader van de lopende zaken nog dergelijke beslissing kan nemen. Moet over deze regeringsamendementen niet het advies worden ingewonnen van de Raad van State?

Is er trouwens, gelet op de ruime draagwijdte van het eerste regeringsamendement, wel nog iets dat de regering niet mag doen?

Le ministre précise que la nouvelle situation qui contraint le gouvernement à amender une nouvelle fois ce projet de loi, qui a déjà été modifié par le Sénat, ne s'est produite que très récemment. Il importe d'éviter que cette situation se dégrade. L'OCCH peut provisoirement vivre de son capital, mais risque à terme de périlcliter. Le ministre est fermement décidé à activer les négociations, de manière à ce qu'elles puissent encore être achevées au cours de la présente législature. Il ne voit pas d'objection à ce que le gouvernement clôture ce dossier au cours d'une période d'affaires courantes, une fois que les grands principes auront été adoptés, .

III. VOTES

Article 1^{er}

Cet article est adopté à l'unanimité.

Art. 2

L'amendement n° 1 du gouvernement est adopté par 6 voix contre une et 2 abstentions.

L'article 2, ainsi modifié, est adopté par un vote identique.

Art. 3

M. Didden propose de mentionner la date de la loi coordonnée portant organisation du secteur public du crédit (24 décembre 1996) dans le texte de cet article.

La commission marque son accord sur cette correction de texte.

L'article 3 est adopté par 6 voix et 3 abstentions.

Art. 4

L'amendement n° 2 du gouvernement visant à remplacer cet article est adopté par 6 voix contre une et 2 abstentions.

Art. 5

Cet article est adopté par 6 voix et 3 abstentions.

Art. 6

L'amendement n° 3 de *M. Tavernier* est rejeté par 5 voix contre 2 et 2 abstentions.

L'article 6 est adopté par un vote identique.

De minister geeft aan dat de nieuwe toestand, die de regering ertoe noopt dit reeds door de Senaat gewijzigde wetsontwerp andermaal te amenderen, pas recent is ontstaan. Het komt erop aan deze toestand niet te laten verrotten. Het CBHK kan voorlopig van zijn kapitaal leven, maar op termijn dreigt het ten onder te gaan. De minister is vastbesloten om vaart te zetten achter de onderhandelingen zodat zij nog tijdens de huidige legislatuur kunnen worden afgerond. Eenmaal de grote principes zijn goedgekeurd is er volgens hem geen bezwaar tegen dat dit dossier in een periode van lopende zaken door de regering wordt afgehandeld.

III. STEMMINGEN

Art. 1

Dit artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

Amendement nr. 1 van de regering wordt aangenomen met 6 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel wordt met dezelfde stemming aangenomen.

Art. 3

De heer Didden stelt voor de datum van de gecoördineerde wet tot organisatie van de openbare kredietsector (24 december 1996) in de tekst van dit artikel te vermelden.

De commissie stemt in met deze tekstverbetering.

Het artikel wordt aangenomen met 6 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 4

Amendement nr. 2 van de regering tot vervanging van de tekst van het artikel wordt aangenomen met 6 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Art. 5

Dit artikel wordt aangenomen met 6 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 6

Amendement nr. 3 van *de heer Tavernier* wordt verworpen met 5 tegen 2 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 6 wordt met dezelfde stemming aangenomen.

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été modifié, est adopté par 6 voix contre une et 2 abstentions.

Le rapporteur,

L. SUYKENS

Le président,

M. DIDDEN

Het gehele wetsontwerp, zoals gewijzigd, wordt aangenomen met 6 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

De rapporteur,

L. SUYKENS

De voorzitter,

M. DIDDEN